

La France à nouveau en mauvaise posture démographique

1/Le sursaut démographique lié à la Libération

Après la seconde guerre mondiale, la France connut une sorte de renaissance démographique. Elle en avait bien besoin : de 1933 à 1945, le nombre annuel de naissances en France métropolitaine fut inférieur chaque année à 700 000, avec un point bas à 522 000 en 1941, lié à la guerre. A partir de 1942 un sursaut se produisit : les naissances remontèrent progressivement jusqu'à 646 000 en 1945, puis bondirent à 844 000 en 1946 et 870 000 ou légèrement plus pour les années de l'immédiat après-guerre.

2/ Jusqu'à 1974, les années à 800 00 naissances

Un léger tassement se produisit au début des années 1950, sous forme d'une chute de 862 000 naissances en 1950 à 827 000 en 1951, mais les années suivantes furent une période de stabilisation un peu au-dessus de 800 000. En 1958 on en était à 812 000, puis un sursaut se produisit, concomitamment avec l'avènement de la Cinquième République : le nombre des naissances atteignit 878 000 en 1964.

3/ 1975 à 1997 : un creux démographique suivi d'un sursaut

Le nombre de naissances tomba à 801 000 en 1974 puis 720 000 en 1976. Il fallut attendre 1980 pour que le nombre de naissances atteigne à nouveau, de justesse, les 800 000, sans s'y maintenir solidement : 1983 enregistre une chute à 749 000 et les années suivantes sont médiocres, avec un point bas à 711 000 en 1993 et 1994. La faiblesse de ce chiffre est très nette puisqu'il concerne une période où les Français en âge de procréer étaient nombreux du fait d'une assez forte natalité un quart de siècle plus tôt.

Ces 14 années ont pour point haut les 778 000 naissances de 1986 et pour point bas les 711 000 de 1994. Elles enregistrent globalement une forte chute du taux de natalité.

4/ Période récente

La chute des taux de natalité s'est poursuivie au-delà du vingtième siècle : il est passé de 14,1 en 1985 à 10,9 en 2020 et 2021. De 2006 (année de forte fécondité) à 2019 le nombre de naissances est passé de 834 000 à 714 000, diminution de 16 %.

5/ Il faut agir, oui mais comment ?

La procréation est depuis longtemps bridée par les difficultés inhérentes à l'entretien et à l'éducation d'une famille, particulièrement si elle est « nombreuse » (3 enfants ou plus). Les progrès des techniques contraceptives font que les naissances sont devenues davantage le résultat d'une décision positive que de l'acceptation d'un « risque » de grossesse lié à l'accouplement. La natalité est donc plus fortement liée que jadis à une décision réfléchie, à une sorte de « pesée » des avantages comparatifs entre les deux choix possibles : « mettre en route » un enfant ou prendre les précautions qui permettent une sexualité presque dépourvue de risque de grossesse. Il est clair que les pouvoirs publics jouent un rôle important dans cette prise de décision : si la procréation fait l'objet d'une politique facilitant réellement l'entretien et l'éducation des enfants, un obstacle important est levé, les couples ont moins à s'inquiéter des conséquences négatives que l'acceptation d'une grossesse pourrait avoir sur leur existence.

Une politique d'accueil de l'enfant est donc particulièrement nécessaire pour supprimer les blocages inhérents aux problèmes que posent la mise au monde et l'éducation des futurs citoyens. La baisse du nombre de naissances que l'on observe entre 2006 (834 500 naissances) et 2019 (714 000 bébés) n'est pas le fruit du hasard : les décisions prises par les pouvoirs publics portent une importante responsabilité en la matière. L'âge moyen à la maternité s'est fortement accru, passant d'une moyenne de 28,3 ans en 1990 à 30,8 en 2019 : il y a là un signe d'attente qui requiert de la part des pouvoirs publics une action positive.

Jacques Bichot